Frontières de développement en Syrie : l'adaptation du projet Ba`thiste aux logiques tribales dans le front pionnier de la Jazîra

MYRIAM ABABSA

«Île» entre le Tigre et l'Euphrate, la Jazîra est l'espace steppique situé au nord-est du désert de Syrie. Demeurée pendant six siècles une aire de parcours pastoral pour des groupes tribaux semi-nomades arabes et kurdes, elle fut divisée à la chute de l'Empire ottoman entre la Turquie, la Syrie et l'Irak. Chacun de ces États a alors entrepris de transformer ces marges nationales en vastes régions agricoles où les populations semi-nomades furent poussées à se sédentariser. De grands projets hydrauliques sur l'Euphrate furent mis en œuvre, soutenus par des discours révolutionnaires de fondement de sociétés nouvelles : grand projet anatolien en Turquie (GAP); barrages de Tabqa, Ba`th et Tichrîn en Syrie; et barrage Al-Haditha en Irak. Ils ont nécessité le déplacement de milliers de villageois submergés par les lacs de barrages, la création de villages de conquête agraire et de fermes d'État, ainsi que l'installation de fonctionnaires et d'ouvriers venus des régions intérieures. Les Jazîra turque, syrienne et irakienne se sont alors transformées en véritables fronts pionniers agricoles, espaces sous-peuplés nouvellement intégrés à l'œkoumène sous l'action de communautés exogènes, « théâtres de contacts et de conflits entre des sociétés humaines techniquement, économiquement, démographiquement inégales. »¹

Parmi ces régions périphériques, la Jazîra syrienne est remarquable pour la multiplicité des programmes de développement qui y ont été expérimentés au cours du XX^e siècle. Politique orientaliste de dotation en terres des grands chefs durant le Mandat français; ruée vers «l'or blanc» du coton dans les années 50 à l'initiative de commerçants alépins; Projet de l'Euphrate à partir de la révolution Ba`thiste de 1963; enfin, depuis l'arrivée au pouvoir

¹ Pierre Monbeig, « Les franges pionnières », in P. Deffontaines, M. Delamarre et A. Journeaux (dir.), Géographie générale, Encyclopédie de la Pléiade, 1966, p. 974. Selon Olivier Dollfus, les fronts pionniers « tentent, avec des bonheurs inégaux, d'étendre en ligne l'œkoumène au lieu de le dépasser par des projections généralement aussi éphémères que lointaines » (Olivier Dollfus, *L'espace géographique*, Paris: PUF, 1980). Mais, comme le note Roger Brunet, le front pionnier est rarement linéaire, mais procède par sauts le long d'axes privilégiés laissant des poches non transformées. Aussi parle-t-il de « limite atteinte par la mise en valeur, avancée extrême des colons, des migrants qui viennent établir une colonie dans des terres jusque-là vides ou peu peuplées » (Roger Brunet, *Le territoire dans les turbulences*, Montpellier: Reclus, 1990).

du président Bachar al-Assad en juin 2000, ouverture libérale marquée par la privatisation des fermes d'État et la nécessité de favoriser l'investissement privé en Jazîra. Ces différentes phases de développement ont été portées par d'abondantes productions discursives visant à légitimer l'action étatique et à gagner le soutien politique des classes moyennes de paysans semi-nomades de la région, les *Châwaya*. Ces productions discursives ont constitué autant d'idéologies spatiales au service de la territorialisation étatique dans une région rurale, multi-ethnique et où le fait tribal est dominant.

12

À partir d'un travail de terrain conduit entre 1997 et 2004², mon projet est de montrer que le développement de la Jazîra syrienne s'est non seulement caractérisé par des différentiels de développement technique, économique et démographique par rapport à l'axe urbain central de la Syrie, Alep-Damas, mais de surcroît par l'existence d'un différentiel idéologique entre un projet politique nourri d'idéaux panarabes et socialistes et des sociétés structurées en tribus – dont l'idéologie se fonde sur l'honneur et la quête de l'autonomie. Ce différentiel idéologique a constitué une véritable «frontière de développement» dans l'Est syrien. Le projet Ba`thiste a en effet dû s'adapter davantage que modifier les logiques tribales dominantes en Jazîra. Après quarante années d'expérimentations Ba`thistes, le secrétaire général du Parti et le gouverneur de Raqqa parlent désormais, sans détour, de la nécessaire adaptation des politiques menées à la spécificité tribale du gouvernorat et de l'existence de la *`asabiyya* à tous les niveaux de la société. La *`asabiyya*, ou «solidarité de corps» est la notion clé de la théorie d'Ibn Khaldoun, réutilisée dans les années 80 par Michel Seurat au sujet de la société syrienne, elle demeure pertinente pour l'analyse des sociétés de l'Est syrien en ce début de XXI^e siècle³.

² Dans le cadre de la rédaction d'une thèse de géographie intitulée *Idéologies et territoires dans un front pionnier: Raqqa et le Projet de l'Euphrate en Jazîra syrienne*, Université de Tours, 2004.

³ Lire à ce sujet Riccardo Bocco, «*Asabiyat* tribales et États au Moyen-Orient. Confrontations et connivences», in R. Bocco (dir.), «Tribus, tribalismes et États au Moyen-Orient», *Maghreb-Machrek*, N° 147, 1995, pp. 3-12.

⁴ Norman Lewis, «Nomads and Settlers» in *Syria and Jordan*. 1800-1980, Cambridge: Cambridge University Press, 1987.

Idéologies spatiales et contrôle territorial d'une région de marge

La Jazîra a constitué pendant six siècles, des invasions mongoles au début du XX^e siècle, la limite orientale de la zone sédentaire, appelée *ma`mura*, qui fluctuait de 20 à 60 km à l'est des villes d'Alep, Hama, Homs et Damas, au gré des incursions nomades⁴. Une série de villes l'encadraient: Alep à l'ouest, Urfa et Mardin au nord, Mossoul à l'est. Les rives de l'Euphrate et du Balikh servaient d'hivernage aux tribus semi-nomades moutonnières, les *Châwaya*. Il s'agissait des tribus *Walda* en amont de l'Euphrate, des *`Afadla* et des *Beggara* dans le Moyen-Euphrate et des *`Agaydat* en aval. Elles étaient placées sous l'allégeance des

nomades *`Anaza Fed`an*, qui leur imposaient la *khuwa*, l'«impôt de fraternité». Dans sa partie septentrionale, la Jazîra était essentiellement peuplée par des tribus kurdes, nomades et sédentaires, qui circulaient dans ce qui devint, à partir de 1920, la zone transfrontalière du «bec de canard», au nord-est de la Syrie. À ces populations se sont ajoutées plusieurs vagues de réfugiés sur lesquels les autorités ottomanes puis mandataires se sont appuyées afin de contrôler les populations nomades et semi-nomades. Ce furent d'abord les *Tcherkesses*, arrivés en 1907 et 1911, enrôlés dans l'armée ottomane; puis les Arméniens arrivés lors du génocide de 1915; enfin les chrétiens assyriens, qui ont fui l'Irak lors des massacres de 1932 et qui furent installés par les autorités mandataires le long du Khabour, le principal affluent de l'Euphrate⁵.

Une politique mandataire fondée sur une vision orientaliste des nomades

À partir de l'inauguration du canal de Suez en 1869, les Ottomans entreprirent de pacifier la Jazîra, considérée comme un isthme entre la Méditerranée et le Golfe perse. Ils menèrent alors une double politique de pacification et de sédentarisation. Afin de contrôler cette vaste région aux frontières de la Turquie et de l'Irak, les autorités mandataires françaises établirent, de 1920 à 1946, une administration militaire spécifique: le Contrôle bédouin. Cette administration était chargée de surveiller le déplacement des groupes nomades et de couper la Jazîra des villes de l'Ouest, dont les assemblées représentatives pouvaient renforcer les vellétés nationalistes des chefs tribaux⁶. Tout un réseau de garnisons fut déployé à Raqqa, Deir ez Zor, Hassaka; et une ville nouvelle, Qamechliâ, fut même édifîée en 1928 à la frontière turque.

La structure administrative militaire établie, le Mandat conduisit une double politique: d'une part, doter en pensions et en terres les principaux chefs de tribus nomades, d'autre part, sédentariser les tribus semi-nomades par l'imposition du cheptel ovin, l'interdiction du rezzou⁷ et la création d'une banque agricole⁸. Cette «politique des chefs» relevait d'une vision orientaliste des nomades selon laquelle ces derniers, considérés comme les détenteurs des vertus arabes «authentiques» – de droiture et

⁵ Christian Velud, *Une expérience d'administration régionale en Syrie durant le Mandat français: conquête, colonisation et mise en valeur de la Gezira (1920-1936)*, Thèse de doctorat d'histoire, Lyon II, 1991.

⁶ Christian Velud, «La politique mandataire à l'égard des tribus et des zones de steppe en Syrie: l'exemple de la Jézireh» in R. Bocco, R. Jaubert et F. Métral (dir.), *Steppes d'Arabie*, Paris: PUF, 1993.

⁷ Comme le rezzou était le principal mode de redistribution de la richesse, de l'honneur et donc du pouvoir, son interdiction signifiait la fin du mode de vie nomade. L'interdiction des rezzous créa des déséquilibres entre les tribus et contraignait à terme les semi-nomades à la sédentarisation. Voir: Marianne Lacaze, *Les nomades et la question des frontières en Syrie à l'époque du mandat français*, Mémoire de maîtrise sous la direction de D. Chevallier, Université Paris IV, 1987.

⁸ Myriam Ababsa, «Mise en valeur agricole et contrôle politique de la vallée de l'Euphrate (1865-1946): Étude des relations État, nomades et citadins dans le caza de Raqqa», *Bulletin d'Études orientales*, Vol. LIII-LIV, Damas: IFEAD, 2002, pp. 459-488.

de générosité, étaient les mieux à même de contrer les latifundiaires alépins qui tenaient sous leur joug les paysans. Les orientalistes Boucheman et Massignon conseillèrent ainsi aux autorités françaises « de miser sur une certaine noblesse tribale, seul contrepoids à l'exploitation des capitalistes alépins »⁹. À la fin du Mandat, le père jésuite Henri Charles préconisait quant à lui de valoriser la « féodalité désertique » qui savait « pratiquer encore le devoir social de la richesse »¹⁰ comme intermédiaire entre le capitaliste citadin et le fellah. La clé de la sédentarisation devait ainsi résider dans l'investissement des capitaux de cette féodalité dans les installations agraires. L'État devait donc veiller à ne pas déstructurer la société bédouine et à en préserver les chefs nomades. Une législation propre aux bédouins fut alors instaurée, formalisée en 1940 par le « code bédouin » qui resta en vigueur en Syrie jusqu'en 1958.

14

En dépit de la volonté mandataire de contrer les notabilités citadines d'Alep et de Raqqa, l'endettement des *Châwaya* sédentarisés vis-à-vis des propriétaires citadins se poursuivit et de vastes domaines latifundiaires, exploités par des commerçants alépins (les *khanjî*), apparurent en Jazîra. Les propriétaires bédouins et *raqqawi* louaient leurs terres aux entrepreneurs *khanjî* qui finançaient le matériel d'irrigation et employaient des ouvriers agricoles¹¹. Ces *khanjî* alépins s'enrichirent considérablement lors du boom du coton des années 50 qui fit entrer la Jazîra dans l'économie mondiale.

Le boom du coton des années 50 et la « rupture du lien tribal »

⁹ Henri Charles, *La sédentarisation entre Euphrate et Balikh*, Beyrouth, 1942, p. 95.

¹⁰ *Idem*.

¹¹ Dans ce système, les propriétaires fonciers ne récupéraient que 10% de la récolte, les entrepreneurs alépins 60% et les paysans 30%. Bien que le coût de l'irrigation ne représentât que 10% de la valeur de la production, les propriétaires de pompes en prélevaient 50% (Luc-Willy Deheuwels, *Les recherches de Sonia Farra sur la croissance d'une ville moyenne dans la Syrie d'aujourd'hui: Raqqa et ses dimensions sociales*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Paris IV, 1979, pp. 80-91; Jean Hanoyer, *Campagnes et pouvoirs en Syrie, l'étude de Deir ez-Zor*, Thèse de sociologie, EHESS, 1982).

Une véritable « ruée vers l'or blanc du coton » se produisit en Jazîra dans les années 50. Le cours du coton ayant décuplé lors de la guerre de Corée, des centaines d'entrepreneurs alépins, mais aussi *Châwaya*, moyens propriétaires fonciers (10 à 30 hectares irrigués), investirent dans l'achat de motopompes et étendirent sur la steppe les superficies de coton. De 1952 à 1962, les superficies irriguées consacrées à la production de coton en Syrie ont doublé (de 100 000 à 239 000 hectares), passant en Jazîra de 10 000 à 120 000 ha (gouvernorats de Raqqa et de Deir ez-Zor). Mais dans un souci d'enrichissement rapide, aucune rotation de culture ne fut entreprise et aucun drainage de ces terres irriguées ne fut assuré. Le résultat fut la salinisation de ces terres steppiques en une décennie. Au prix de ce pillage de la Jazîra, de nombreux *khanjî* alépins et *Châwaya* parvinrent à bâtir des fortunes. Cela eut pour effet de bouleverser les hiérarchies tribales préexistantes.

Les membres de tribus soudainement enrichis remirent alors en cause, à leur profit, non pas l'ordre tribal, mais la suprématie des anciens cheikhs de clans. L'anthropologue syrien Sulayman Khalaf, originaire du village *châwî* de Hawî el Hawa (8 km à l'est de Raqqa) a qualifié ce processus de «rupture du lien tribal». Il a ainsi décrit comment, lors des élections législatives de 1961, de nouveaux candidats *châwaya`afadla* se présentèrent en concurrents de leurs cheikhs de la famille Howeïdî, qui durent alors se mettre à acheter des voix au sein de leur propre tribu¹².

Le soutien des Châwaya à la révolution Ba`thiste

L'enregistrement par les chefs de tribus des meilleures terres agricoles et des terres inexploitées de Jazîra au cours des années 40, puis le pillage de la Jazîra dans les années 50, suscitèrent une grande frustration parmi les jeunes métayers et les petits paysans¹³. Le parti Ba`th, soutenu par la petite-bourgeoisie rurale, sut en tirer avantage: dès les années 60, la majeure partie de ses membres se recrute parmi les paysans et les ouvriers agricoles, en particulier de Jazîra. Pour les paysans sans terre, bénéficiaires des réformes agraires de 1958 et 1963, l'idéologie Ba`thiste était profitable en ce qu'elle leur permettait de lutter contre un ordre tribal qui les oppressait. Sulayman Khalaf relève ainsi les propos d'un fellah de son village qui s'était enrôlé dans le Parti Ba`th: «L'idéologie du Parti était la seule solution pour la plupart des problèmes qui nous assaillaient, en particulier les vieilles animosités tribales qui ne nous bénéficiaient en rien sinon en anxiété et en soumission à un membre de la tribu (*'ashîra*). En réalité, cet homme (le cheikh) ne reconnaissait en nous rien d'autre que notre pauvreté et notre misère. Le Parti, quoi qu'il en soit, a été capable de nous libérer et de nous protéger de la domination du *mallak* (propriétaire). Nous fûmes capables pour la première fois de dire que nous avons des droits, et nous étions capables de tenir devant le *mallak*, même s'il était de notre propre clan et *'ashîra*»¹⁴.

La révolution Ba`thiste inclut en particulier la promulgation de la Loi sur les relations agraires, qui pour la première fois garantissait la pérennité des contrats de métayage et augmentait la part du métayer. Cette loi très populaire, et qui fut appliquée avec rigueur, permit aux paysans de jouir d'une augmentation d'un tiers de leurs revenus. Cet enrichissement relatif fut le prélude d'une transformation des relations sociales dans les campagnes syriennes, du fait du désendettement des paysans à l'égard des propriétaires. Les métayers eurent en effet la possibilité

¹² Sulayman Khalaf, *Family, Village and Political Party: Articulation of Social Change in Contemporary Rural Syria*, University of California at Los Angeles, Faculty of Anthropology, PhD Thesis, 1981, p. 129.

¹³ La loi de réforme agraire adoptée lors de l'Union syro-égyptienne eut pour objectif de donner à l'État les moyens d'un contrôle rationnel des ressources nationales et notamment des steppes de l'Est syrien.

¹⁴ Sulayman Khalaf, *Family, Village and Political Party...*, *op. cit.*, p. 538.

d'accéder à de nouvelles formes de crédit, grâce à la Banque agricole, hors des cadres féodaux¹⁵.

Tandis que de nombreux *Châwaya* rejoignaient le Parti Ba`th, les entrepreneurs alépins furent en revanche durement touchés par la vague de nationalisation du secteur industriel. Quant aux anciens chefs de tribus nomades, ils subirent de plein fouet les grandes sécheresses de 1954 et 1958-1960 qui décimèrent la moitié des cheptels syriens. Ne s'étant pas reconvertis à temps dans la culture irriguée du coton, ils s'appauvrirent et perdirent de leur pouvoir politique et économique. La mise en œuvre du Projet de l'Euphrate renforça la position dominante des *Châwaya* membres du Parti Ba`th, mais permit également à certains entrepreneurs citadins *raqqawî* de se redresser économiquement.

16

Le Projet de l'Euphrate: laboratoire de la Syrie socialiste nouvelle

« Cette société a été construite avec des pionniers, comme en Californie :

des hommes avides d'argent rapide, des pauvres et des corrompus.

Ce sont tous des docteurs *Jekyll* et *Mister Hyde*. »

(Ibrahim Khalil, écrivain, Raqqa, juillet 2001)

À partir de la révolution Ba`thiste du 8 mars 1963, le projet phare de l'État syrien a été la construction du grand barrage sur l'Euphrate, qui devait focaliser l'énergie populaire et servir de laboratoire de la société socialiste nouvelle. Il s'agissait d'un projet autant politique qu'économique: la réforme agraire devait être achevée, 640 000 hectares de terres steppiques devaient être irriguées, les surplus agricoles financer l'industrialisation du pays, et toute une génération d'ingénieurs et d'ouvriers formés sur les chantiers du barrage, de la ville nouvelle de *Thawra* et des fermes

modèles. Le Projet devait aussi permettre de substituer une nouvelle organisation socialiste aux structures tribales encore prégnantes dans la Jazîra et d'assurer le contrôle politique d'une région encore aux mains de quelques grands propriétaires fonciers et entrepreneurs alépins. En effet, selon l'idéologie Ba`thiste, le développe-

¹⁵ Sulayman Khalaf, « Land Reform and Classes Structure in Rural Syria », in R. Antoun et D. Quataert (eds), *Syria: Society, Culture and Policy*, Albany: State University of New York Press, 1991, pp. 63-78.

ment résulterait de l'intensification de la production et, sur le plan social, de la disparition progressive des relations tribales. De nouvelles structures d'encadrement de la population furent ainsi expérimentées au sein du Projet de l'Euphrate: villages de colonisation arabe en zone kurde et coopératives de production (fermes d'État).

Un projet « avant tout politique »

Le Projet de l'Euphrate fut la concrétisation d'une volonté affirmée par la Syrie dès son indépendance de maîtriser les ressources hydrauliques d'un pays soumis à un climat méditerranéen évoluant vers le semi-aride, et dont les 89% des eaux de surface étaient fournies par l'Euphrate¹⁶. Selon le directeur de l'Administration générale du Bassin de l'Euphrate (GADEB), Saleh Sa`id¹⁷, le Projet de l'Euphrate est « un projet avant tout politique », destiné à obtenir l'autosuffisance alimentaire et à modifier les structures sociales dans l'Est syrien. Son objectif économique est d'augmenter le revenu national pour passer du « stade agricole au stade industriel et à l'autonomie ». Il s'agit également de permettre le renforcement du secteur agro-industriel à partir du blé et de la betterave à sucre (biscuiteries, semouleries, usines de pâtes, raffineries de sucre), des oléagineux (huileries) et du coton (textile)¹⁸. Respectivement 40% et 36,6% des investissements durant les premier et deuxième plans quinquennaux furent consacrés à l'agriculture, et en particulier au Projet de l'Euphrate.

17

Sur le plan social, le Projet de l'Euphrate devait permettre de réaliser la « société socialiste unie », une « société développée, aux cadres bien formés ». Le Projet pilote fut conçu comme un laboratoire d'expérimentation de nouveaux systèmes de production et d'encadrement. On tenta de passer de la coopérative de services, qui s'était généralisée à partir de la réforme agraire, à la coopérative de production où les ouvriers étaient des salariés. Les textes officiels de présentation du Projet préconisaient l'instauration de « relations socialistes », afin d'atteindre « la justice sociale ». Pourtant, si « les intérêts de la classe ouvrière » sont souvent mentionnés, la notion de « lutte des classes » est volontairement absente: l'idéologie Ba`thiste lui préfère l'antagonisme entre « le peuple » et les « féodaux ».

Le grand barrage de *Tabqa* a donné lieu, comme le barrage d'Assouan pour le régime nassérien, à l'élaboration d'un véritable mythe du développement de la société et de l'économie syriennes de la part de ses promoteurs. L'attribution du nom du président au lac de barrage témoigne de l'importance politique du Projet de l'Euphrate, qui se trouve associé de façon métonymique « à la main du Président Hafez el-Assad ». Le succès de la construction du barrage en trois ans au lieu de quatre fut une caution pour le nouveau régime Ba`thiste de Hafez el-Assad qui avait su s'appuyer sur l'expérience de la collectivité soviétique sans pour autant en adopter les idéaux.

¹⁶ Jean Hannover, « Grands projets hydrauliques en Syrie. La tentation orientale », *Maghreb-Machrek*, N° 109, 1985, pp. 24-42.

¹⁷ Interrogé en juillet 2001.

La mise en eau du barrage Assad, à partir de 1973, noya les terres d'agriculteurs et de semi-nomades de la tribu

¹⁸ Volker Perthes, *The Political Economy of Syria under Assad*, London : I. B.Tauris, 1995.

Walda, soit 66 villages et 126 hameaux situés sur des terres fertiles des rives de l'Euphrate. 60 000 personnes furent déplacées, dont 20 500 étaient majoritairement des ouvriers agricoles ou des cultivateurs de coton. Deux programmes de relogement de ces déplacés furent alors conçus: une série de 41 villages de «colonisation» arabe à la frontière turque, dans une région majoritairement kurde, ainsi que quinze fermes modèles dans le Projet Pilote, au nord de la ville de Raqqa.

La création d'une ceinture de 41 villages arabes à la frontière turque

18

Le projet de «ceinture arabe» fut élaboré dès 1962 par le lieutenant Mohammed Talib Hilâl, chef de la police politique en Jazîra, dans le cadre de sa lutte contre l'irrégentisme kurde. Il s'agissait de créer une zone d'exclusion des Kurdes le long de la frontière turque, large de 15 km et longue de 350. Si cette zone ne fut pas créée en 1962, en revanche, cette même année, un recensement exceptionnel de la population kurde fut organisé, au terme duquel 120 000 Kurdes se virent retirée leur nationalité, n'ayant pu prouver leur présence avant 1945 en Syrie. Ils furent de ce fait exclus du droit de propriété et d'accès à l'instruction. À ce jour, des milliers de Kurdes de Syrie se trouvent toujours dépourvus de nationalité. Pour nombre d'entre eux, l'adhésion au Parti Ba`th fut un moyen de gagner la nationalité syrienne et des droits de citoyens, dont la propriété foncière¹⁹.

Dix ans après le recensement de 1962, à l'occasion de l'ennoiement de centaines de villages par le lac Assad, une série de 41 «villages modernes» furent édifiés à la frontière turque, dans le gouvernorat de Hassaka. Ils furent bâtis par l'État sur les terres de grands propriétaires kurdes expropriés lors des réformes agraires. 25 000 paysans, soit le tiers des submergés, acceptèrent de se déplacer vers ces villages de «colonisation

¹⁹ En octobre 2002, cinq partis kurdes non autorisés, constitués en l'Alliance démocratique kurde de Syrie, ont adressé une lettre ouverte au président Bachar Al Assad réclamant la restitution de leur nationalité syrienne à quelques 300 000 Kurdes syriens. Des manifestations furent même organisées à Damas en décembre 2002 et janvier 2003. Le régime, idéologiquement opposé à toute forme d'expression communautaire ou ethnique, lança une vague d'arrestations dans ces milieux d'activistes kurdes. Mais à la suite d'affrontements entre Arabes et

Kurdes en mars 2004 dans la ville de Qamechliâ, qui firent officiellement 25 morts, les autorités syriennes ont été contraintes de reconnaître la nécessité de régler le problème des Kurdes sans papiers. Elles l'ont fait indirectement par la voix de l'ancien et très charismatique ministre de la Défense, Mustafa Tlass. Ce dernier annonça dans une interview du 21 mai 2004 au quotidien londonien *Al-Hayat* que le président Bachar al Assad «a promis la nationalité à environ 20 000 Kurdes, car ils sont véritablement Syriens, mais pas inscrits» sur les registres d'état civil. Il précisa alors:

«Nous ne faisons pas de différence entre un Arabe et un Kurde (...)
Il existe un nombre de Kurdes qui sont Syriens et qui ont droit à la nationalité syrienne. La question de la nationalité qui dure depuis quarante-deux ans serait résolue. Les Kurdes sont des citoyens syriens qui vivent parmi nous, et le nationalisme kurde fait partie de l'histoire de la Syrie.» La principale préoccupation du régime syrien est de préserver l'unité nationale dans le contexte d'une menace d'éclatement fédéral de l'Irak et après l'élection, le 7 avril 2005, du premier président kurde d'un État arabe, Jalal Talabani.

arabe». Dans sa thèse de doctorat, Günter Meyer a montré comment les familles installées dans cette ceinture arabe ne s'étaient pas du tout trouvées en opposition directe avec les Kurdes de la région. Plutôt que de s'investir comme ouvrier agricole dans les fermes d'État, ils préférèrent retourner à un mode de vie semi-nomade afin de compléter leurs salaires d'employés par les revenus tirés de l'élevage du mouton. De nombreux autres quittèrent les fermes pour gagner les quartiers informels de la périphérie de Raqqa, en quête de travail dans le secteur du bâtiment²⁰.

Les quinze fermes modèles du Projet pilote

Quinze fermes d'État furent construites sur des terres expropriées par l'État dans la *barriya*, la zone de pâturage et de culture sèche du plateau. Elles devaient constituer le creuset de la réforme socialiste en réunissant des membres de diverses tribus « unis » par des méthodes de travail communes, sous la houlette de la coopérative de production. Chaque ferme modèle constituait un village modèle d'environ 2000 personnes. Les ouvriers agricoles y étaient salariés et encadrés par un « conseil de production » dirigé par un directeur et comprenant des représentants du Parti et de l'Union des paysans. À ceux-là s'ajoutaient des comptables, des magasiniers, des délégués des unités d'habitation ainsi que des ingénieurs originaires de Raqqa. Les fermes comptaient des écoles, des dispensaires, des mosquées et des « centres sociaux » où des livres et la télévision servaient à la formation culturelle des ouvriers agricoles. Dans le but de créer de nouvelles formes d'appartenance identitaire, les fermes modèles furent nommées d'après de grandes batailles arabes (Hittin, Qadisiyya, Badr)²¹, des califes (Al-Râchîd) ou des lieux importants de l'histoire arabe (Al-Andalus, Mudar). Le choix de ces noms témoigne d'un effort pour articuler l'« authenticité » historique de la nation arabe (son *asala*) et l'héritage national du peuple arabe, dans le nouveau cadre socioculturel du Ba`th.

L'émergence du lobby châwî en Jazîra

L'encadrement Ba`thiste de la société *raqqawî* se renforça au cours des années 70-80 à l'occasion de la mise en œuvre du Projet de l'Euphrate. Alors que Raqqa comptait 18764 personnes membres du Parti Ba`th en 1979, ce chiffre fit plus que doubler pour passer à 43128 personnes en 1992. Du quart de la population active raqqoise en 1979 (24,4%), les membres du Parti passent à plus du tiers en 1992 (39,2%)²². Selon un fonctionnaire *raqqawî*, l'adhésion

²⁰ Günter Meyer, «Rural Development and Migration in Northeast Syria», in M. Murdock, P. Salem et al. (eds), *Anthropology and development in North Africa and the Middle East*, New York: Westview Press, 1990, p. 251.

²¹ Qadisiyya, au sud de Bagdad, fut le lieu de la victoire des Arabes contre l'Empire perse sassanide en 635 ou 637 (14 ou 16 H.). Hittin, en amont de Tibériade, est celui de la grande victoire des troupes de Salah al-Dîn contre les Croisés le 5 juillet 1187 (583 H.). Badr, au sud-ouest de Médine, fut la première bataille du Prophète Mohammed, en 624 (2 H.) (*Nouvelle Encyclopédie de l'Islam*, Leiden: Brill).

²² Hanna Batatu, *Syria's Peasantry, the Descendants of Its Lesser Rural Notables, and Their Politics*, Princeton: Princeton University Press, 1999, p. 181.

au Parti Ba`th est tellement décisive dans le processus d'ascension sociale ou d'enrichissement, que la Syrie connaîtrait un système de «confessionnalisme politique»²³.

20

La création des fermes d'État du Projet de l'Euphrate ainsi que la construction de la ville nouvelle de Thawra et des quartiers administratifs de Raqqa fut l'occasion pour de nombreux *Châwaya* membres du Parti Ba`th d'accéder à des postes de direction. Depuis la mise en œuvre du Projet de l'Euphrate, tous les postes administratifs majeurs sont ainsi occupés dans le gouvernorat de Raqqa par d'anciens membres de tribus semi-nomades *Châwaya*, au détriment des citadins *raqqawî* qui avaient jadis le monopole des emplois publics du fait de leur niveau d'éducation supérieur. Les maires successifs de Raqqa, le secrétaire du Parti, le directeur du Bassin de l'Euphrate sont membres des tribus *Châwaya* des rives de l'Euphrate. Le directeur de l'Union des paysans, en poste depuis 1971, est lui aussi un *Châwî`afadla* né à Slouk, dans le nord du gouvernorat de Raqqa. Tous les députés du gouvernorat sont des cheikhs *Châwaya*. Cette omniprésence des *Châwaya* à tous les niveaux étatiques est vécue par les intellectuels *raqqawî* comme la manifestation d'un lobby *châwî*, accusé de valoriser les intérêts de leurs clans tribaux avant ceux de la région. Cela est d'autant plus mal vécu que les *Raqqawî* considèrent les *Châwaya* comme des êtres sous-éduqués, dont ils ne cessent de rappeler leur statut, jadis dépendants financièrement et politiquement.

Pourtant, si une classe de propriétaires moyens (possédant entre 10 et 20 hectares irrigués) fidèles au Parti, composée de «cheikhs du coton» enrichis dans les années 50, a pu émerger, les dirigeants du régime ont eu l'habileté de laisser aux grands féodaux une partie des bases de leurs richesses foncières en n'appliquant pas strictement la réforme agraire. Au terme de la réforme, les grands propriétaires de Raqqa (possédant plus de 20 ha irrigués ou 80 hectares en agriculture sèche), bien que ne formant que 5% du total des propriétaires, possédaient encore 37% des terres du gouvernorat, alors que les 83% de petits propriétaires (de moins de 8 ha irrigués et de 30 ha en agriculture

sèche) se partageaient 40% des superficies²⁴. De plus, un phénomène de «féodalisme déguisé» s'est fait jour: les anciens propriétaires, même quand ils ont perdu une partie de leurs terres, sont demeurés de grands entrepreneurs. Ils ont même tiré profit de la construction d'un réseau d'irrigation étatique dans le cadre du Projet de l'Euphrate, trouvant ainsi un accès moins cher à l'eau.

²³ C'est-à-dire que tout découle de l'adhésion au Parti Ba`th, les autres partis ne permettant pas de s'élever socialement (Philippe Droz-Vincent, *Moyen-Orient: pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*, Paris: PUF, 2004.).

²⁴ Raymond Hinnebusch, *Peasant and Bureaucracy in Bathist Syria. The Political Economy of Rural Development*, Boulder: Westview Press, 1989, p. 234.

La tribalisation des structures Ba`thistes et la contre-réforme agraire

«*Aflak s'est formé en France. Il a composé son idéologie en voyant la société française. Une fois en Syrie, c'est la pensée de la campagne qui s'est introduite dans le Ba`th.*»
(Ibrahim Khalil, écrivain, Raqqa, mai 2001)

Dès les années 70, on peut constater le maintien des structures tribales au sein de l'administration et l'importance de la tribu comme vecteur de redistribution des avantages donnés par le régime socialiste. Ainsi, les coopératives agricoles, loin de permettre à leurs membres de s'affranchir des relations de dépendance économique envers les chefs tribaux, ont plutôt servi à renforcer l'autorité de ces derniers qui en étaient devenu les responsables. De même, la réunion supposée égalitaire de membres de différents groupes tribaux dans les fermes modèles fut en définitive l'une des raisons de leur échec, du fait de la multiplication de conflits intertribaux qui s'y déroulèrent.

21

Le noyautage des coopératives agricoles par les chefs de tribus

À partir de la révolution Ba`thiste de 1963, tout un ensemble de structures d'encadrement de la population, des coopératives, des organisations populaires et des centres culturels furent créés afin de substituer aux allégeances tribales un type de relation «égalitaire». Le projet de société du Ba`th se fondait sur le travail coopératif pour assurer une meilleure productivité par l'irrigation de grandes surfaces et pour construire une société socialiste. C'était sans compter sur le poids des relations claniques, des appartenances tribales et des systèmes d'allégeance aux chefs locaux qui, au quotidien, enserraient les individus et groupes. Les coopératives se sont ainsi révélées très vite constituer des moyens pour les chefs de clans et les *mukhtar* de reconduire leur autorité²⁵.

En 1990, des chercheurs de l'Institut allemand du développement de Berlin ont voulu évaluer les conséquences de la création des coopératives sur les rapports sociaux dans la vallée de l'Euphrate. Leur hypothèse était qu'un processus d'interaction sociale avait été initié par le Projet, lequel processus avait eu des effets sur la réalisation même du projet. Leur enquête a porté sur 9 villages, pour lesquels ils ont montré qu'un tiers des terres ont été redistribuées, un tiers est allé à des coopératives, et que 25% des paysans étaient restés sans terre. Ils ont établi une typologie en trois classes des coopératives, quinze ans après leur création. Elle distinguait celles qui étaient homogènes du point de vue de leurs adhérents et répondaient aux objectifs socialistes souhaités; celles qui avaient été noyautées par les chefs traditionnels; et celles enfin dont le chef, issu d'un milieu modeste, devait son ascension au Parti.

²⁵ Les *mukhtar* (*makhatar*) ou «élus» sont des fonctionnaires d'état civil qui contresignent les actes de mariage, naissance et décès.

Les coopératives regroupant des bénéficiaires de la réforme n'avaient pas les moyens de s'équiper en tracteurs ni d'entreprendre l'amélioration de leurs techniques agricoles. Celles qui avaient été noyautées par les chefs traditionnels étaient les plus rentables et semblaient favoriser le travail collectif. La coopérative se résumait bien souvent à doter les chefs traditionnels d'une somme d'argent qu'ils devaient allouer en prêts aux paysans, mais dont ils gardaient parfois l'intégralité. Aussi les chercheurs allemands en ont conclu que, loin d'être une médiation participative entre l'État et les paysans, les coopératives en étaient venues à manifester dans leur gestion soit le maintien des rapports tribaux, soit la prééminence du Parti et du népotisme²⁶.

22

Le problème fondamental auquel se confrontent les militants Ba`thistes de l'Union des paysans est celui du noyautage des coopératives par les anciens grands propriétaires et les chefs tribaux. Ainsi, le secrétaire de l'Union des paysans de Raqqa m'a confié que

²⁶ Suzanne Bauer, Bostrroem et al., *The Euphrates Development Scheme in Syria. Social Impact, Production, Organisation and Linkages*, Berlin: German Development Institute, 1990.

²⁷ Entretien conduit à Raqqa en juillet 2001.

²⁸ Myriam Ababsa, *Privatisation in Syria: State Farms and the case of the Euphrates Project*, European University Institute, Robert Schuman Centre for Advanced Studies' working paper series, www.iue.it/RSCAS/WP-Texts/05_02.pdf

²⁹ 40% des habitants des fermes pilotes étaient originaires des villages engloutis (soit 8000 personnes, en 1600 familles), 15% étaient originaires du gouvernorat d'Alep, 10% de celui d'Idlib, 11% de Deir ez-Zor, 10% de Hasaka, 5% de Homs, 5% de Deraa, 4% du reste du pays (Mohammed Younis, *Le barrage de Tabqa, étude d'impact et proposition d'aménagement*. Thèse de géographie, Université Paris I, 1992, p. 312). Dans la ferme de Rabi'a, 260 familles provenant de 67 lieux d'origine différents furent ainsi installées (Günter Meyer, «Rural development...», *art. cit.*, p. 250).

«les fils des féodaux sont présents au sein des coopératives», alors que le but de l'Union des paysans demeure selon lui «la lutte contre les féodaux» (*iqta`iin*)²⁷. Il précisa que les 4000 donums de terres de son village (Hawī el-Hawa) qui appartenaient aux cheikhs Mechref, avaient bien été divisés et répartis entre 61 propriétaires. Mais que, malgré tout, les Mechref avaient conservé leur pouvoir. Un fonctionnaire du Bassin de l'Euphrate m'a confié au printemps 2001 son analyse de l'échec du programme socialiste dans le gouvernorat. Selon lui, l'erreur majeure a été d'imposer d'un seul coup la création de coopératives comme outil de modification de la société, or «la coopérative est le dernier niveau du système socialiste; comme on a commencé par ce niveau, l'ordre ancien s'est maintenu».

La contre-réforme agraire et le renforcement des Châwaya

Au début des années 90, après quinze ans d'expérimentation socialiste dans le Projet de l'Euphrate, le constat de l'échec des fermes d'État s'imposa. Les quinze fermes du gouvernorat de Raqqa n'avaient jamais été bénéficiaires; en 2001, elles ne rapportaient que le treizième de leurs coûts de fonctionnement²⁸. Leur fonction idéologique de formation des paysans n'était pas non plus remplie dans la mesure où les conflits intertribaux étaient fréquents²⁹ et où la corruption endémique qui y régnait décourageait les ouvriers.

En décembre 2000, dans le cadre des réformes structurelles entreprises par le nouveau président Bachar al Assad, toutes les fermes d'État syriennes ont été démantelées. Par la décision N° 83 du 16 décembre 2000, elles furent loties en parts de 3 hectares irrigués (30 donums) et 8 hectares non irrigués, et distribuées en priorité aux anciens propriétaires, aux ouvriers des fermes d'État et aux fonctionnaires de l'administration du Bassin de l'Euphrate. Près de 250 lettres de réclamation furent adressées au président tant par d'anciens propriétaires se trouvant lésés en ne recevant que 3 hectares sur les dizaines qu'ils possédaient jadis que par des héritiers de propriétaires décédés ne recevant qu'un lot de 3 hectares pour tous ou encore de la part d'ouvriers agricoles exclus de la mesure. Au total, en août 2003, le nombre des bénéficiaires était de 4907, dont la moitié d'anciens propriétaires et de bénéficiaires de la réforme agraire, un tiers d'ouvriers agricoles ayant un contrat de location (selon une loi édictée en 1992), le reste étant des ouvriers temporaires et des fonctionnaires³⁰.

Ce processus de redistribution des fermes d'État a entraîné un tel morcellement des surfaces et un tel éparpillement de la propriété qu'un double processus illégal d'échange et de vente de parcelles a cours depuis 2001-2003. Selon mes estimations, en décembre 2003, environ 80% des bénéficiaires n'exploitent pas directement leurs terres mais les louent ou les ont vendues. Or, il se trouve que les plus grands «acheteurs» seraient des membres de la tribu *châwî* des Hleissat, spécialisés dans la vente des moutons. Ce que confirme un des cheikhs Hleissat: «Bien entendu que ce sont les Hleissat qui sont les principaux acheteurs: c'est LEURS terres qu'ils rachètent! Nous, les anciens propriétaires, nous n'avons reçu que 30 donums irrigués. On fait tout pour récupérer nos terres. Pourquoi le gouvernement ne nous a pas tout simplement rendu nos terres?»³¹

Un double processus résulte des mouvements de vente et de location des terres du Projet pilote. D'une part le renforcement du pouvoir des grands entrepreneurs qui ont le moyen de louer les terres, et dont on a vu qu'ils étaient arrivés à se maintenir au terme de la réforme agraire; et d'autre part la constitution de grands domaines agricoles, qui dépassent les plafonds de propriété qui avaient été fixés par les lois successives de la réforme agraire. Ainsi la mutation des structures de propriété et d'exploitation est radicale: on est passés des fermes d'État à la grande propriété privée que les théoriciens du Parti Ba`th souhaitaient non pas interdire mais avant tout limiter. Une véritable «contre-réforme» agraire a ainsi lieu en Jazîra depuis 2003, mais cette fois au profit d'entrepreneurs *Châwaya*.

³⁰ Myriam Ababsa, *Privatisation in Syria...*, op. cit.

³¹ Entretien conduit à Raqqa en octobre 2004.

Le maintien de la 'asabiyya selon le secrétaire général du Ba`th

Bien que les relations tribales se soient relâchées à partir de l'enrichissement de petits propriétaires *châwaya* dans les années 50, et de l'enrôlement dans le Parti des paysans sans terre ou des membres de tribus jadis inféodées aux cheikhs, les paysans continuent de vivre sur le territoire de la tribu et conservent leur désignation tribale. Des notables *raqqawî* pensent du reste que le Parti Ba`th aurait en fait recréé la tribu par le moyen des élections, pour gagner les bases de son soutien: «C'est le Ba`th qui a reconstruit les relations tribales: pour les élections, il a prévu le regroupement des tribus (*tawazir`achari*)», me dit un intellectuel appartenant à l'une des grandes familles de la ville. Par ailleurs, un article paru dans le journal syrien d'opposition *Akhbar Al-Charq* soulignait l'importance des solidarités tribales au moment des élections pour l'administration locale (*idâra mahlia*)³². À un candidat qui protestait contre les malversations qui gangrènent les élections, un autre répondait: «Nous sommes tous camarades d'un seul parti: le Ba`th», et ce qui était dénoncé par l'un comme la falsification de résultats devenait pour l'autre l'expression «de coalitions tribales en faveur de tel ou tel candidat, et qui sont bien plus fortes que toute considération idéologique (*i`tibarat idiulugia*) ou autre»³³.

Selon le secrétaire général du Parti Ba`th à Raqqa, Issa Khalil, nommé au printemps 2001, la révolution Ba`thiste a revêtu une forme spécifique dans le gouvernorat de Raqqa, ancrée dans «la compréhension de ses caractéristiques sociales». Selon lui, dans le gouvernorat, la solidarité clanique, «l'*asabiyya* est la culture dominante (*al-asabiyya thaqafa al-sa`ida*)».

³² Quotidien *Akhbar Al-Charq (Nouvelles d'Orient)*, 30 juin 2003, www.thisissyria.net/2003/06/30.

³³ Ainsi, lors des élections de 1990 et 1994, les premières au cours desquelles un tiers des postes furent réservés à des candidats non membres du Parti Ba`th, les nomades *Fed'an* furent partagés entre le soutien à Daham al-Graichich et Gazi al-Hreimis. Les *Afadla* furent eux aussi divisés entre partisans de Mohammed Fayçal al-Huwaydî, le fils du député Fayçal al-Huwaydî et de la fille de Mujhem Ibn Muhayd des *Fed'an`Anaza*, et son vieil oncle Haj`Abd ar-Razzâq al-Huwaydî. Ce dernier obtint 15200 voix au sein de sa tribu lors des élections de 1990, contre 15000 pour son adversaire.

Il est d'autant mieux placé pour parler de cette spécificité tribale du gouvernorat qu'il appartient, comme il me le dit lui-même, à la tribu des *Bou Hmeid`Afadla* vivant à Machlab. Exprimer une spécificité tribale va à l'encontre de l'idéologie Ba`thiste des années 60 qui faisait tout pour lutter contre l'expression des particularismes régionaux et contre le tribalisme. En 2001, le gouverneur Fayçal Qasem soulignait la spécificité culturelle de la tribu dans l'Est syrien, qu'il ne faut pas négliger pour «mobiliser les énergies dans la voie du progrès». Qu'un secrétaire du Ba`th et un gouverneur affirment le maintien de la solidarité de groupe et du système tribal témoigne de l'abandon de l'un des combats de l'idéologie ba`thiste qui était d'éradiquer cette caractéristique majeure de la société syrienne. Dans le contexte géopolitique de l'invasion de l'Irak, les enjeux de contrôle

territorial de la Jazîra nécessitent le soutien des forces locales *châwaya*, mais aussi des cheikhs de tribus nomades. D'autant que certains groupes tribaux présents en Jazîra syrienne et irakienne, en particulier des Chammar, ont repris depuis 2003 leurs activités de trafic transfrontalier, comme lors des première et deuxième guerres mondiales.

Conclusion

Le régime de Hafez el-Assad a suivi en Jazîra syrienne une politique habile. Il a favorisé l'accession des membres du Parti Ba`th – dont beaucoup sont membres des tribus *châwaya* – à la plupart des postes stratégiques du gouvernorat, ce qui a été dénoncé comme l'expression d'un «lobby *châwî*» au pouvoir; tout en laissant aux grands propriétaires la possibilité de conserver une grande partie de leurs bases foncières et à leurs enfants celle d'accéder à des positions administratives qui les confortaient dans leur rôle de notables. Dans un ordre d'idée comparable, ce qui pourrait ressembler à l'échec du Projet de l'Euphrate, du strict point de vue de l'extension des périmètres irrigués et de la hausse de la production céréalière, est au contraire à lire comme la réussite du contrôle politique de l'Est syrien par le truchement d'une minorité de fonctionnaires corrompus, détournant à leur profit l'argent public, mais achetant ainsi d'innombrables allégeances au régime. En ce sens, la corruption fut un mode efficace de domination politique du gouvernorat de Raqqa.

25

Les régimes syriens successifs ont fait preuve de pragmatisme à l'égard de la réalité sociale tribale dominante. Ils ont laissé les structures d'encadrement de la population être détournées au profit d'une minorité de cheikhs de tribus semi-nomades *châwaya* à la condition qu'ils soient des cadres actifs du Parti Ba`th en Jazîra. Ainsi le différentiel idéologique entre le Parti Ba`th et système tribal s'est en fait mué en une double adaptation dialectique: d'une part de l'idéologie Ba`thiste aux réalités sociales de cette région, et, d'autre part, des réalités tribales aux structures Ba`thistes d'encadrement de la société. C'est à ce prix que la Jazîra est en train de se transformer de nouveau en vaste front pionnier agricole, mais cette fois aux mains de quelques entrepreneurs *Châwaya* appliquant une idéologie toute libérale. ■